Arrêté n° 2025-709/GNC du 23 avril 2025
relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés

Historique :

Créé par : Arrêté n° 2025-709/GNC du 23 avril 2025 relatif à la représentativité
des organisations syndicales de salariés

JONC du 29 avril 2025
Page 6381

Article 1^{er}

Sont reconnues représentatives au niveau de la Nouvelle-Calédonie, au sens de l'article Lp. 322-1 du code du travail de la Nouvelle-Calédonie, les organisations syndicales de salariés suivantes :

- union territoriale de la confédération française de l'encadrement - confédération générale des cadres de Nouvelle-Calédonie (UT CFE-CGC Nouvelle-Calédonie) ;
- union des syndicats ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie (USOENC) ;
- union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (USTKE) ;
- fédération des syndicats des fonctionnaires, agents et ouvriers de la fonction publique et parapublique (LA FÉDÉ) ;
- confédération générale des travailleurs de Nouvelle-Calédonie (COGETRA-NC) ;
- confédération des syndicats des travailleurs de Calédonie FORCE OUVRIÈRE (CSTC-FO) ;
- confédération syndicale des travailleurs de Nouvelle-Calédonie (CSTNC).

Article 2

Sont reconnues représentatives dans le secteur privé, au niveau interprofessionnel au sens de l'article Lp. 322-2 du code du travail de Nouvelle-Calédonie, les organisations syndicales de salariés suivantes :

- union des syndicats ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie (USOENC) ;
- union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (USTKE) ;
- union territoriale de la confédération française de l'encadrement – Confédération générale des cadres de Nouvelle-Calédonie (UT CFE-CGC Nouvelle-Calédonie) ;
- confédération générale des travailleurs de Nouvelle-Calédonie (COGETRA-NC) ;
- confédération des syndicats des travailleurs de Calédonie FORCE OUVRIÈRE (CSTC-FO) ;
- confédération syndicale des travailleurs de Nouvelle-Calédonie (CSTNC).

Article 3

Arrêté n° 2025-709/GNC du 23 avril 2025

Mise à jour le 23/04/2025

L'arrêté n° 2024-771/GNC du 10 avril 2024 *relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés en Nouvelle-Calédonie* est abrogé.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié aux intéressées, transmis au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.